

Legal situation in France



International Co-operative Alliance
**Global Conference
and General Assembly**

14-17 November 2017, Kuala Lumpur, Malaysia

Co-operatives: Putting People at the Centre Of Development

Caroline NAETT, secrétaire générale, Coop FR



Aperçu rapide du cadre législatif

- Un cadre législatif complet, complexe et contraignant (plus de 30 textes régissent les coopératives)
- Législation ancienne (100 ans de la loi sur les coopératives de consommateurs)
- Un socle commun (loi du 10 septembre 1947) et de nombreuses lois spécifiques
- Législation rattachée au droit commercial (sauf coopératives agricoles)
- Nombreuses évolutions et adaptations, principalement au travers des lois spécifiques
- Loi de 1947 a été modifiée par la loi ESS de juillet 2014 avec deux principales évolutions : nouvelle définition et révision coopérative



International Co-operative Alliance
Global Conference
and General Assembly



France : Article 1 de la loi du 10 septembre 1947



« La coopérative est une société constituée par plusieurs personnes volontairement réunies en vue de satisfaire à leurs besoins économiques ou sociaux par leur effort commun et la mise en place des moyens nécessaires.

Elle exerce son activité dans toutes les branches de l'activité humaine et respecte les principes suivants : une adhésion volontaire et ouverte à tous, une gouvernance démocratique, la participation économique de ses membres, la formation desdits membres et la coopération avec les autres coopératives.

Sauf dispositions spéciales à certaines catégories de coopératives, chaque membre coopérateur dénommé, selon le cas « associé » ou « sociétaire », dispose d'une voix à l'assemblée générale.

Les excédents de la coopérative sont prioritairement mis en réserve pour assurer son développement et celui de ses membres. «



Révision coopérative

La révision coopérative est un examen critique et analytique de l'organisation et du fonctionnement de la société coopérative au regard des principes coopératifs définis par la loi du 10 septembre 1947 et des règles spécifiques de la société révisée.

La révision porte sur les items suivants :

- adhésion volontaire et ouverte à tous ;
- double qualité : principe et exceptions
- gouvernance démocratique
- participation économique des membres
- affectation des excédents
- formation/information des membres
- coopération avec d'autres coopératives
- intérêt des membres



L'entreprise sociale (loi 2014)

- I. - L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes : 1° Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ; 2° Une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise ; 3° Une gestion conforme aux principes suivants :
- a) Les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise ; b) Les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées.

Title



II –2° Par les sociétés commerciales qui, aux termes de leurs statuts, remplissent les conditions suivantes : a) Elles respectent les conditions fixées au I du présent article ; b) Elles recherchent une utilité sociale au sens de l'article 2 de la présente loi ; c) Elles appliquent les principes de gestion suivants :

- Prélèvements obligatoires aux réserves
- Interdiction d'amortir le capital et procéder à une réduction de capital

L'utilité sociale se définit par : soutien à des personnes en situation de fragilité, lutte contre les exclusions et inégalités, contribution au développement durable

L'entreprise à objet social

« La crise financière est aussi celle de la « corporate gouvernance ». Dans le débat actuel sur l'économie sociale et solidaire, les auteurs de « Refonder l'entreprise » proposent une réponse juridique : la création d'un statut d'entreprise nouveau pour intégrer d'autres buts que le seul profit. »

Les Echos, 6/08/2013



International Co-operative Alliance
Global Conference
and General Assembly

coop
International
Co-operative
Alliance

Section Divider